



Extrait du Association pour l'Économie Distributive

<https://www.economiedistributive.fr/Cure-de-silence>

Cure de silence

- La Grande Relève - N° de 1935 à nos jours... - De 1976 à 1987 - De 1982 à 1983 - N° 797 - février 1982 -

Date de mise en ligne : lundi 22 décembre 2008

Date de parution : février 1982

Copyright © Association pour l'Économie Distributive - Tous droits réservés

10 mai 1981 au soir : sous la pluie battante, on danse sur la place de la Bastille, et l'on chante
Nous avons gagné... ».

Qui a gagné ? Et qu'a-t-il été gagné ?

Je me suis posé ces deux questions en relisant le numéro de notre journal dans lequel, d'ailleurs avant les élections, figuraient des prises de position politiques en faveur de M. MITTERRAND.

Je me les suis posés à nouveau lorsque la Grande Relève a favorablement salué la victoire du parti socialiste, cherchant vainement ce qui, au-delà des affinités sentimentales et subjectives, pouvait bien justifier une telle entorse à la règle d'or de l'équipe de J. DUBOIN persuader nos contemporains qu'au-delà de toutes les cuisines politiques, seul un abandon radical de l'économie de marché était en mesure de résoudre les problèmes nés de l'inadaptation des hommes aux progrès de leurs techniques.

L'année 1981 s'achève. Où en sommes nous ?

PAUVRE BILAN

Deux fléaux majeurs de notre temps ont puissamment contribué à la chute des partis au pouvoir depuis plus de deux décennies : la montée des prix et le chômage. Ces deux fléaux ne sont pas spécifiquement français, mais mondiaux. Depuis bientôt 50 ans J. DUBOIN a démontré que tous les moyens utilisés pour les combattre au sein des économies marchandes étaient autant de caillottes sur des jambes de bois. Effectivement les prix ont continué de grimper, et le nombre des chômeurs de s'accroître, chez nous comme ailleurs. Lorsque nos dirigeants prétendent qu'il s'agit d'un effet d'ombre portée, ou d'héritage des gouvernements précédents, ils mentent : ayant libéré l'économie pour le maintien de l'économie marchande, ils n'élimineront pas ces fléaux et en porteront la pleine responsabilité au même titre que leurs prédécesseurs.

Par ailleurs, en dehors de l'abolition de la peine de mort et des amnisties, où sont les vrais changements ? Dans la dévaluation du franc et dans l'augmentation des recettes de poche, tabac, essence, allumettes, alcools ? Il me semble pourtant avoir déjà vu appliquer antérieurement ces innovations géniales. Dans les nationalisations ? Celles réalisées avant le 10 mai auraient-elles par hasard éliminé les problèmes des fonctionnaires, des enseignants, des cheminots, des agents d'E.D.F. ou de Renault ? Dans l'impôt sur la fortune, dont chacun reconnaît aujourd'hui le rendement dérisoire ? Dans l'abaissement de l'âge de la retraite, alors que les problèmes de financement des allocations vieillesse sont parfaitement insolubles dans le système actuel ? Dans la réduction de la durée hebdomadaire du travail et la 5e semaine de congés payés qui contribuent, indéniablement en économie de marché, à réduire notre compétitivité internationale ?

Oh l'ancienne majorité a beau jeu pour dénoncer aujourd'hui l'absurdité des contradictions contenues dans les programmes et soi-disants remèdes de la nouvelle équipe laquelle a d'ailleurs non moins beau jeu pour souligner l'inefficacité de ses programmes d'hier. Mais où est, dans cet échange d'arguments faisant, le véritable plan de remise en ordre de notre économie ?

RECONSTRUIRE SANS HAINE

Lorsque nous faisons campagne pour l'avènement de l'économie des Besoins, nous proposons tout le contraire de la lutte des classes, du cru nivellement par le bas, et des réglages de compte, préconisés par certains chevaliers de la rose, au besoin en se reniant eux-mêmes.

Un exemple : l'augmentation de la taxe de francisation sur les bateaux de plaisance, c'est-à-dire de la vignette des voiliers, présentée la 10 juin 1981 dans le collectif budgétaire 1981 au Conseil des Ministres. Elle sera multipliée de 10 à 16 fois d'ici 4 ans. Or le gouvernement BARRE avait déjà envisagé une hausse de cette vignette, s'attirant alors de vives critiques de M. Michel CREPEAU (Maire de La Rochelle...) et une opposition catégorique de deux parlementaires du groupe

socialiste, rédige en ces termes :

« Notre groupe a déjà pris position contre ce projet qui n'aura aucun effet positif sur l'activité économique, écrivaient les deux parlementaires. La taxation des navires de plaisance fait partie de ces mesures érisoires et vaines par lesquelles le gouvernement essaye d'accroître les recettes de l'Etat. Les socialistes ont toujours défendu la nécessité de réformes profondes tant au niveau de l'économie que des finances publiques et s'opposeront à un rapistage illusoire en votant contre ce budget. »

Ces deux parlementaires s'appellent Louis MEXANDEAU et Gaston DEFFERRE, aujourd'hui ministres du gouvernement MAUROY.

Mais, après tout, le port des vestes réversibles n'est pas plus une nouveauté que les vignettes. Nous devons donc continuer imperturbablement à combattre pour la réforme monétaire et le Revenu social, piliers de l'économie des Besoins conçue par Jacques DUBOIN. Indifférents aux pécariats mouillés et aux engouements d'un soir, aux principes généraux mais inapplicables, aux bonnes volontés bafouillantes, nous devons réserver nos applaudissements au premier parti politique qui l'inscrira sans ambiguïté à son programme. Il reste à découvrir.